

Questions orales

L'ÉCONOMIE

[Français]

M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État chargé des Institutions financières internationales.

La presse rapporte aujourd'hui que, d'après le secrétaire d'État, le gouvernement présentera en septembre un exposé économique dans lequel des réductions de dépenses seront annoncées. Comme cela fait des mois que les réformistes réclament une telle mesure, je veux m'assurer que cette déclaration reflète bien la position du gouvernement.

Doit-on déduire des propos du secrétaire d'État que le gouvernement est désormais disposé à dire clairement aux investisseurs, aux contribuables et aux créanciers qu'il annoncera effectivement en septembre des compressions budgétaires plus marquées?

L'hon. Douglas Peters (secrétaire d'État (Institutions financières internationales)): Monsieur le Président, on ne m'a pas bien cité. Je n'ai ni promis ni annoncé de mini-budget.

Le député saura que j'ai simplement réitéré la promesse faite dans le budget de février dernier, à savoir qu'un exposé économique sera présenté à l'automne comme nous l'avons promis au début de la série de consultations tenues en prévision du budget de février 1995.

Si le député avait pris connaissance du budget de février 1994, cela n'aurait rien de nouveau pour lui. C'est exactement ce qui a été dit.

M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest): Monsieur le Président, des déclarations de ce genre et la déclaration antérieure ne font qu'ajouter à la confusion et à l'incertitude qui perturbent le marché.

C'est maintenant la dernière chance qu'a le gouvernement, avant le congé d'été, de cesser de tourner autour du pot en ce qui concerne la réduction des dépenses et du déficit. C'est sa dernière chance de vraiment sabrer les dépenses afin de réduire le déficit.

Y a-t-il quelqu'un du côté du gouvernement—le premier ministre, la vice-première ministre, le ministre des Finances—qui soit disposé à promettre au nom du gouvernement que des réductions marquées des dépenses seront annoncées en septembre?

L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, à propos de confusion, je crois avoir entendu le chef du tiers parti dire, la semaine dernière, qu'il nous faudrait une crise constitutionnelle pour remettre notre pays sur la bonne voie.

Des voix: Oh, oh!

Mme Copps: Le seul parti qui soit malheureusement dans la confusion totale, c'est le parti d'en face qui n'arrive pas à y voir plus clair.

LES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNE

M. Bernard Deshaies (Abitibi): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Patrimoine canadien. Des représentants du ministère du Patrimoine ont rencontré récemment divers organismes représentant les communautés francophones et acadienne pour leur confirmer que les subventions fédérales seraient à nouveau coupées et aussi pour tenter de réajuster les relations du ministère avec eux.

Or, l'orientation proposée par le ministère est jugée inacceptable et je cite pour cela la porte-parole de la Coalition franco-ontarienne, en parlant du document de discussion du gouvernement: «Nous nous sommes rendu compte qu'il n'y est pas question de ce que nous voulons discuter. Nous voulons une politique globale qui respecte les principes de la Charte».

Le ministre du Patrimoine canadien, qui se prétend le défenseur des francophones de l'Atlantique au Pacifique, confirme-t-il que son document d'orientation a été rejeté par la Coalition franco-ontarienne?

L'hon. Michel Dupuy (ministre du Patrimoine canadien): Monsieur le Président, il faut savoir ce dont on parle. Dire maintenant qu'il y a des réductions budgétaires, ce n'est pas la plus grande découverte du monde, c'est vrai. C'est vrai, il y a des réductions budgétaires, il suffit tout simplement de lire le dernier Budget de mon collègue des Finances.

Ce que nous faisons en dialogue avec les communautés francophones, c'est voir comment nous pouvons décentraliser le système d'administration pour leur donner plus d'autorité et la possibilité de mieux identifier leurs besoins de façon à servir les communautés qu'elles représentent.

M. Bernard Deshaies (Abitibi): Monsieur le Président, justement, je cite à nouveau le porte-parole de la Coalition des Franco-Ontariens: «On est en train de couper dans l'os».

• (1440)

Comment le ministre peut-il réduire substantiellement les subventions aux organismes qui sont en première ligne pour défendre les intérêts des francophones avant même qu'il n'ait arrêté la politique globale du développement des communautés francophones et acadienne, qui est sur la table à dessin de son ministère?

L'hon. Michel Dupuy (ministre du Patrimoine canadien): Je ne crois pas que nous ayons besoin de réexaminer fondamentalement les politiques de ce gouvernement en matière de langues officielles. Elles existent, elles sont défendues, elles ont été expliquées et donc, je crois que nous allons les poursuivre. Ce que nous allons essayer de faire, et ce qui est sur la planche à dessin, c'est comment nous pouvons améliorer et ajouter à ces politiques.